Me Mohamed Ali Bathily, charge la justice malienne : « ... Les juges sont entrain de déconstruire ce pays par leur cupidité ».

MALI

1327

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 14 AVRIL 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali

Les observations pertinentes de l'ambassadeur Konfourou

Lutte antiterroriste du Mali : La Chine appelle à un soutien international accru à la stabilité

Le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE : « La plupart des incidents... ont eu lieu dans les régions de Mopti et de Ségou »

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

13 Avril 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

46

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
00	05	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

723 216 Vaccinations incomplètes

3 524 313 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
33 134	32 306	743

dont 09 font l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 12

P. 16

P. 23

/ Une /

Rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali : Les observations pertinentes de l'ambassadeur Konfourou — P. 5

/ Brèves /

Accord de paix au Mali : La médiation internationale tente de relancer le processus — P. 11
Troupes au Mali : L'Allemagne veut s'en aller plus tôt que prévu — P. 11
La Minusma au Mali : Positive ou négative ? — P. 12
Apurement de la dette des fournisseurs de l'EDM : Le CNT approuve le prêt de 45 milliards du Mali auprès de la BOAD — P. 12

/ Actualité /

Me Mohamed Ali Bathily, charge la justice malienne : « … Les juges sont entrain de déconstruire ce pays par leur cupidité ». — P. 14
Sahel : Malgré sa réticence L'Allemagne veut maintenir sa présence — P. 16
Le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE : « La plupart des incidents… ont eu lieu dans les régions de Mopti et de Ségou » — P. 17
Remise de matériels : Le Centre de Médecine du Sport équipé par la Fondation 221 — P. 18
Ménaka : La ville serait encerclée par les terroristes — P. 19
Droits de l'homme au Mali : La pomme de discorde entre Bamako et l'ONU — P. 20

/ Politique /

Lutte antiterroriste du Mali : La Chine appelle à un soutien international accru à la stabilité — P. 22
Processus de paix et de sécurité : Raki talla invite à la reprise du dialogue entre les frères — P. 23
Élections libres : Transparentes et équitables : les propositions de la MODELE-MALI — P. 24

/ Culture & société /

ÉCONOMIE INFORMELLE : À la rencontre des lavandiers du fleuve Niger — P. 25

/ International /

Sahel : L'Allemagne renforce sa coopération militaire avec le Niger — P. 26
Expulsion de l'ambassadeur allemand par le Tchad : Pourquoi les dirigeants africains s'affirment-ils davantage ? — P. 27

/ Sport /

Direction technique de la FEMAFOOT : Qui va succéder à Mohammed Magassouba ? — P. 28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas

Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.

20 tea bags / 100% natural

New York - USA : **+1 347 538 6505** / Mali - Africa : **+223 95 36 37 22**
Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Rapport du secrétaire général de l'ONU sur la situation au Mali

Les observations pertinentes de l'ambassadeur Konfourou

Représentant le chef de la diplomatie malienne, l'ambassadeur Issa Konfourou, a porté la voix du Mali lors de la l'examen du dernier rapport du secrétaire général sur la situation du Mali. C'était au siège des Nations Unies à New York.

Comme ce fut à Genève il y a quelques semaines sur la situation des droits de l'homme au Mali, le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la situation au Mali a fait l'objet de beaucoup de commentaires. Des pays opposés à la politique malienne comme la France, l'Équateur et d'autres ont dénoncé la situation « **peu reluisante** ». Par contre, certains pays comme la Russie ont apporté, dans leur intervention, un soutien précieux au Mali. La Russie a même soutenu que le report du référendum par les autorités maliennes est motivé par des causes objectives. Elle a, en outre, salué les autorités de la transition qui ont fait de leur priorité la restauration de la sécurité dans le pays.

Les observations de l'ambassadeur Konfourou

Le Mali, comme d'habitude, a dénoncé le caractère sélectif du rapport du Secrétaire général de l'ONU. Dans son intervention, l'ambassadeur Konforou s'est réjoui du fait que le rapport reconnait des avancées au plan politique. Il précise, en outre, que le gouvernement s'attèle, dans le cadre d'un processus transparent et inclusif, à la mise en œuvre des réformes politiques, institutionnelles et électorales nécessaires à la refondation du Mali. « **À cet égard le président de la Transition a validé, le 16 mars, puis présenté aux forces vives de la nation, le projet finalisé de la nouvelle Constitution. Selon lui, le referendum prévu à cet effet a été différé en vue d'introduire la carte nationale d'identité biométrique sécurisée pour prévenir les risques de fraude, créer les conditions pour la participation effective de tous les citoyens aux consultations électorales. Mais aussi réduire le temps nécessaire à l'opérationnalisation des dé-**

membrements de l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige) afin de respecter le délai de la Transition », a laissé entendre l'ambassadeur du Mali au Nations Unies.

Parlant des difficultés concernant l'Accord pour la paix et la réconciliation, l'ambassadeur indique qu'elles sont liées « **à la décision unilatérale de la CMA et de la Plateforme de suspendre leur participation aux mécanismes de suivi** ». Mais, il a tenu à réitérer l'engagement du gouvernement à poursuivre sa mise en œuvre efficiente et intelligente avec les mouvements de l'inclusivité en attendant que les autres frères les rejoignent dans le processus de paix. A ce niveau, il a rappelé que 2.750 ex-combattants ont été réintégrés dans les Forces de défense et de sécurité nationales.

Sur le plan sécuritaire, il a soutenu que « **les Forces armées et de sécurité poursuivent leurs offensives contre les organisations terroristes et des résultats très encourageants ont été obtenus. Plusieurs dizaines de terroristes ont été neutralisés, leurs sanctuaires détruits et de grandes quantités de matériels de guerre saisies ou détruites ». L'ambassadeur Konfourou ajoute que «durant la période sous examen, plusieurs dizaines de terroristes ont été interpellés et mis à la disposition de la justice, parallèlement à la reddition volontaire de nombreux terroristes dans les régions du Centre. Ces opérations sont menées dans le strict respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire, conformément à nos valeurs humanistes ancestrales et par devoir envers nos populations** ».

Sur la situation des droits de l'homme, le diplomate a salué la création de la direction nationale des droits de l'Homme. Aussi, a-t-il informé les participants que le gouvernement travaille à lutter contre l'impunité, comme en atteste la condamnation par la Cour d'assises de Bamako, le 24 janvier dernier, d'une personne reconnue coupable d'une attaque ayant coûté la vie à 5 casques bleus et une personne civile, le 22 janvier 2019.«**Je puis vous assurer que le gouvernement continuera d'œuvrer inlassablement pour la protection et la promotion des droits de l'Homme ainsi que le respect du droit international humanitaire sur notre territoire** », a assuré Issa Konfourou.

Sur les défis opérationnels de la Minusma, il soutient que « **contrairement à ce qui est véhiculé, il n'existe aucune volonté de restriction des mouvements de la Mission. Seulement, les demandes de mouvements non autorisées ne respectaient pas la procédure convenue entre les deux** parties ». L'ambassadeur a rappelé que le gouvernement, par lettre en date du 1er mars 2023, a expressément demandé le changement de porte-plume sur tout dossier concernant le Mali devant le Conseil de sécurité, en raison de nombreux faits documentés dont la France s'est rendue coupable vis-à-vis de notre pays.

Anguimé Ansama

Jeune Afrique

Les ambitions dans le #football d'Aliko #Dangote . Le voile est levé, le milliardaire nigérian est bien en discussion avec le club français deVAFC - Valenciennes Football Club pour son rachat à 100 %. Mais l'homme le plus riche d'Afrique a également d'autres projets en tête.

Kadidia Fofana

Nous avons eu l'immense honneur de recevoir Mohamed Mansour WAGUE dit Tomi Karamoko dans l'émission SPÉCIAL RAMADAN sur la radio Goundo FM (103.5).
Le thème du jour portait sur: Les bienfaits et les conséquences de la polygamie.
Sans surprise aucune, l'homme fut à la hauteur de nos attentes.
Très respectueux et ouvert d'esprit, je salue sa ponctualité .
NB: disponible sur Missabougou24 et Média A.

Awa Sylla

Commune 4 souffre on ne ramasse plus nos poubelles. Aidez nous.

Mali Actu

Sadio Mané a officiellement été suspendu par le Bayern Munich, deux jours après avoir frappé au visage Leroy Sané à l'issue de la défaite contre Manchester City en quart de finale aller de la Ligue des champions.

Bacary Camara

Ibrahim Diawara, patron du « Malien tout court»
Un présidentiable qui s'ignore !
Le richissime homme d'Affaires malien Ibrahim Diawara plus connu sous le label de « Diawara Stones » ne manque pas de charisme, ni d'idées constructives et genereuses, pour se lancer dans la course à l'élection présidentielle. Mais à la seule condition de prendre la ferme résolution de se jeter dans les eaux boueuses de la politique vue plutôt dans notre pays comme une affaire de gros sous. L'argent étant devenu le nerf de la guerre, n'est plus maire, député ou président qui veut, mais qui peut.
Le soutien d'un puissant parti politique de la place est aussi un gage nécessaire pour enlever le Jackpot devant ses nombreux concurrents.Nous y reviendrons dans une prochaine parution du Phénix.
B.CAMARA : Le Phénix

Daouda Bakary Kone

UMOA : La Commission bancaire met en garde les établissements de crédit à propos de la distribution des dividendes de 2022

Oumar Mariko Baroukolotigui

Mané vs Sané
Il m'a dit qu'a Liverpool j'étais pas fort mais je profitais de la forme de l'équipe.
Il m a dit que Salah était de loin meilleur que moi la preuve il compte plus de buts que moi alors que j'étais venu avant lui.
Il m'a dit qu'il n'arrivait pas à faire la différence entre mon front et mon crâne.
C'est quand il m'a dit qu'il n'a jamais vu un homme âgé de 31 ans célibataire que j'ai sauté sur lui.

Karim Diakite

Le Mali
Le nouveau tarif des forfaits internet que nous réclamons auprès des services, des réseaux mobiles.
1Go à 300f durée indéterminée
1,5Go à 500f durée indéterminée
2Go à 700f durée indéterminée
3Go à 1000f durée indéterminée
5Go à 1500f durée indéterminée
10Go à 2500f durée indéterminée
20Go à 4000f durée indéterminée
60Go à 6000f durée indéterminée
Joints ta voix en collant cela sur ton mur.
Seul la lutte libère
Internet est très cher au Mali !

Ouverture Média - OM

#OM INFO: #MDAC : Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants reçoit l'Ambassadeur de la Russie au Mali
L'ambassadeur de la Russie accrédité au Mali, SEM Igor Gromyko a été reçu, le jeudi 13 avril 2023, par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants (MDAC), le Colonel Sadio Camara.
Les deux personnalités ont eu des échanges sur, entre autres, les sujets d'actualité internationale et le raffermissement de la coopération bilatérale entre nos deux pays.
Le diplomate russe, satisfait du bon partenariat entre le Mali et la Russie a affirmé, à sa sortie d'audience, que son pays restera disponible à œuvrer aux côtés du Mali dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent afin qu'il retrouve sa stabilité et sa paix d'antan.

Larmes des pauvres

#Mali #Sikasso 11/04/23 un leader de la confrérie dozo du cercle de #Bougouni rend visite à Youssouf Toloba chef de la milice dan na amassagou dans sa cachette de #Ningari sur les hauteurs du plateau de #Bandiagara.

Justin KABUMBA

#RDCProcès Mwangachuchu, autorisé à l'époque d'avoir un détachement de 43 hommes congolais pour la sécurité de sa société minière, Mwangachuchu s'est retrouvé tantôt avec 73 puis 85 éléments tous des Tutsis du #M23, selon l'organe de la loi.

Célian Macé

Cinq jours après la publication de l'enquête de @libe sur les enfants et adolescents assassinés dans une caserne de l'armée au #BurkinaFaso, notre correspondante à Ouagadougou @faivragnes a été expulsée du pays.

Gouvernement du Mali

Assemblées annuelles 2023 du FMI et du Groupe de la Banque mondiale : échange avec les Administrateurs de la Fédération de Russie au sein des Conseils d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque Mondiale ainsi que celui de la République Populaire de Chine au sein du Conseil d'Administration du Fonds.

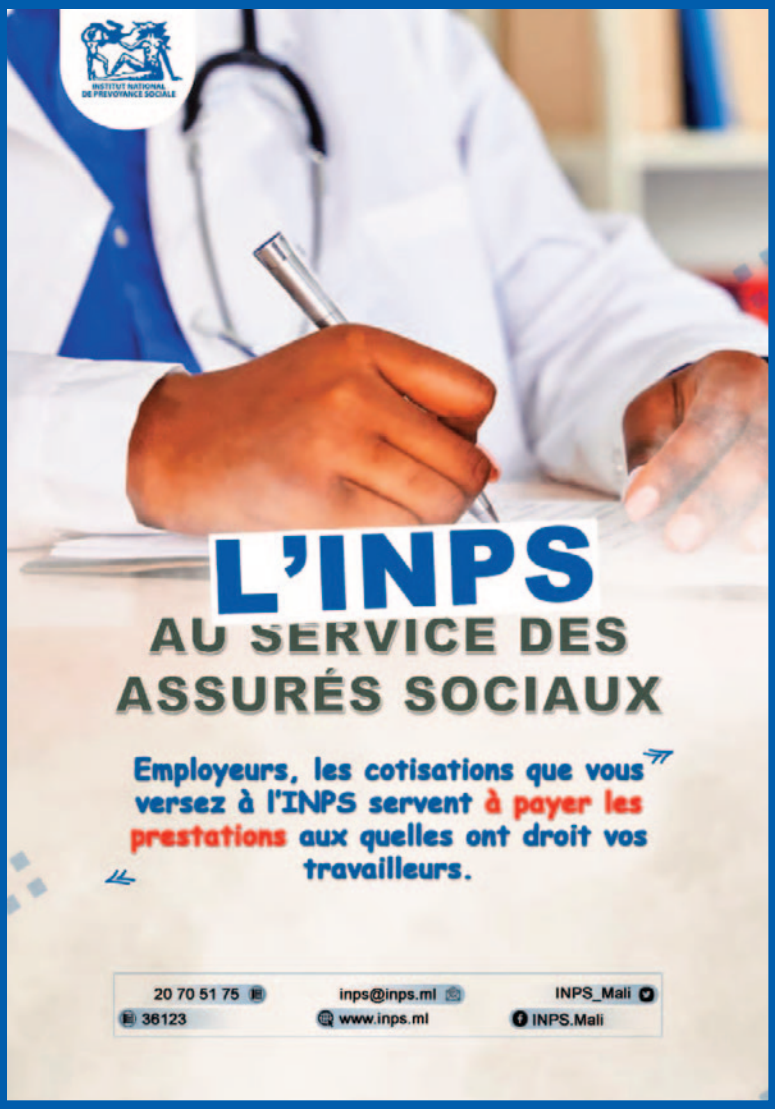
Présent aux Assemblées annuelles Printemps 2023 du FMI et du Groupe de la Banque mondiale, qui se tiennent du 10 au 16 avril 2023 aux sièges des deux institutions à Washington (USA), le ministre de l'Économie et des Finances M. Alousséni SANOU poursuit les discussions avec des hautes responsables des institutions de Bretton Woods et les administrateurs de certains pays au sein de deux des institutions.

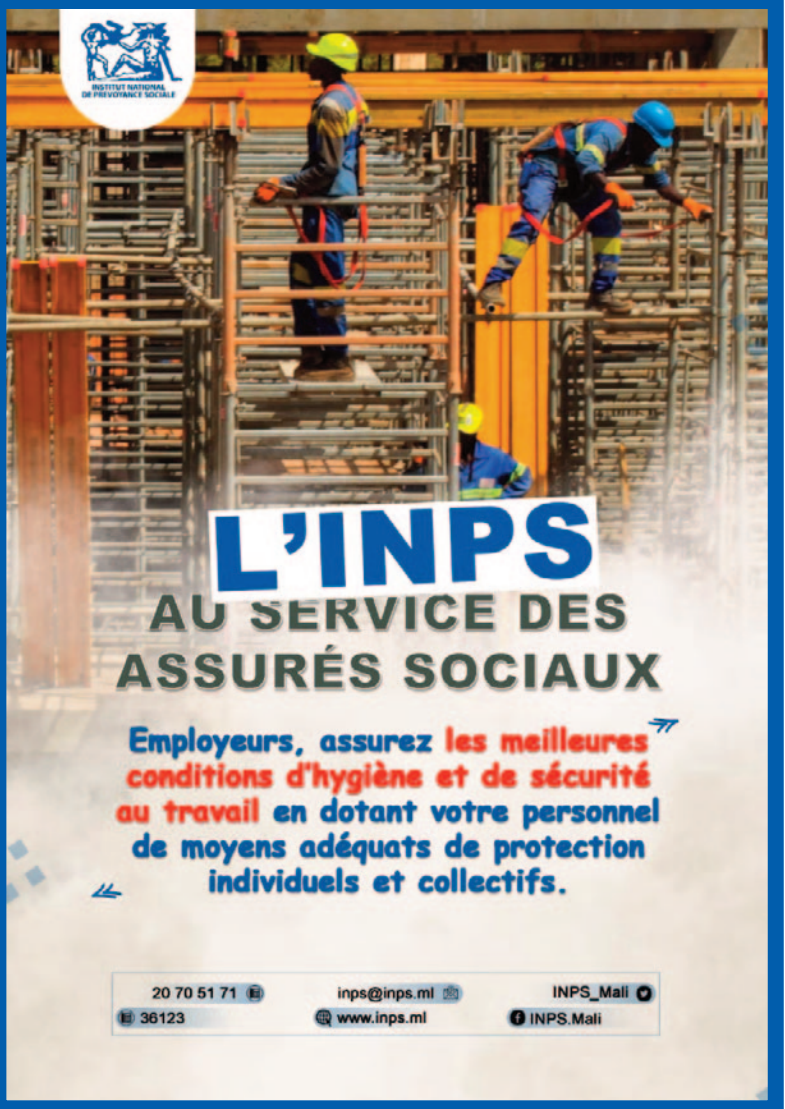
À cette occasion, le ministre Alousséni SANOU a rencontré les Administrateurs de la Fédération de Russie au sein des Conseils d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque Mondiale ainsi que celui de la République Populaire de Chine au sein du Conseil d'Administration du Fonds.

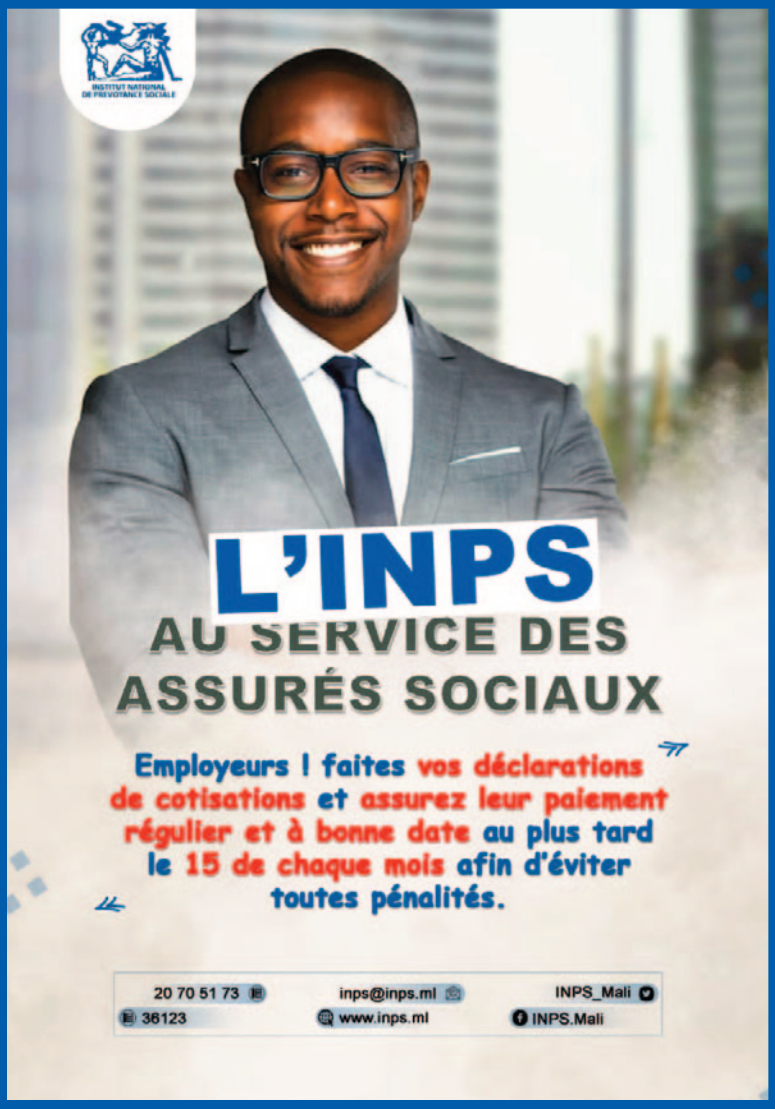
Le ministre Alousséni SANOU les a remerciés, aux noms des plus hautes autorités du Mali et du peuple malien, pour le soutien et l'accompagnement de leurs pays respectifs envers le Mali pour le respect de sa souveraineté et de ses choix stratégiques.

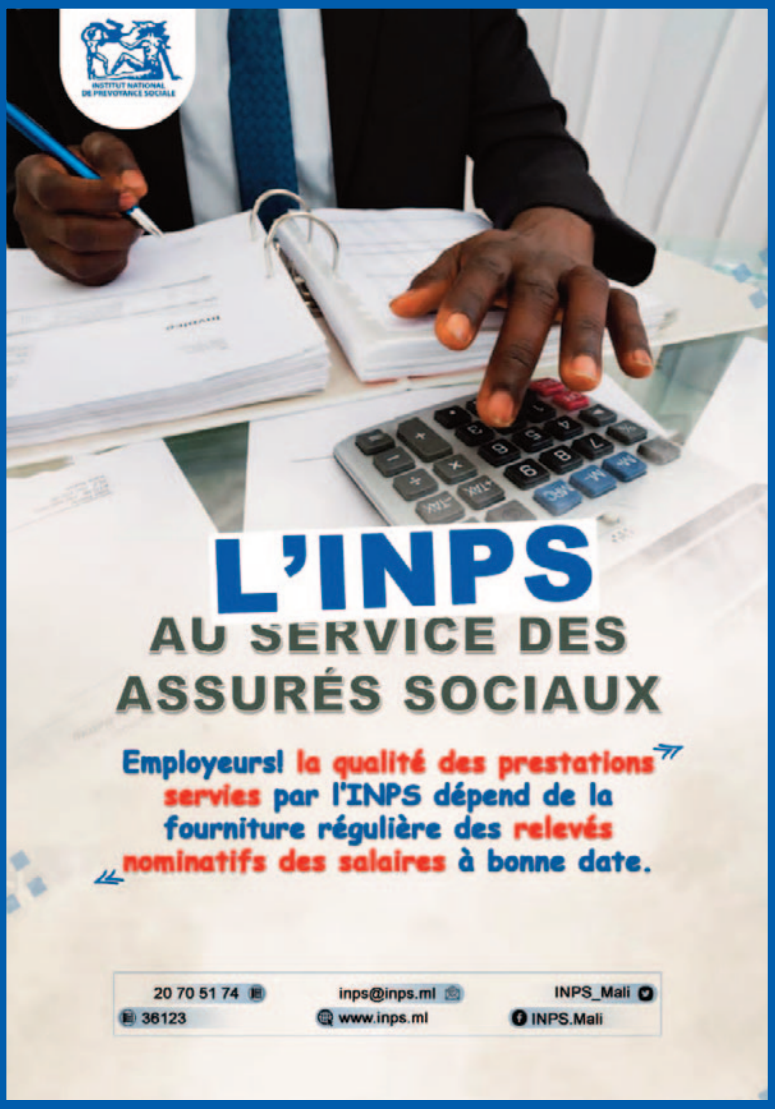
Le ministre a apprécié leur soutien en faveur du Mali au sein des instances décisionnaires du FMI et de la Banque mondiale. Il leur a enfin réitéré l'engagement des autorités maliennes à renforcer les relations de coopération avec les deux Institutions.

Ils ont en retour salué la résilience du Mali aux différents chocs et réaffirmé leurs engagements à soutenir les intérêts du Mali.


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.
20 70 51 75
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.
20 70 51 71
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.
20 70 51 73
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali


INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE
L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX
Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.
20 70 51 74
inps@inps.ml
INPS_Mali
36123
www.inps.ml
INPS.Mali

Accord de paix au Mali : La médiation internationale tente de relancer le processus

Dans un communiqué, rendu public, le 9 avril dont nous avons reçu une copie, la médiation internationale a soumis aux Parties signataires (le 7 avril 2023) des propositions concrètes visant à relancer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du Processus d'Alger. En effet, depuis décembre 2022, un blocage est constaté dans le processus suite à la décision de la CMA de suspendre sa « participation au mécanisme de suivi de l'Accord de paix intermaliens ».

Au Mali, le processus de l'application de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger est en arrêt depuis le mois de décembre dernier. Cela, suite à la décision de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) de suspendre sa participation aux mécanismes de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix au Mali. Pour la relance de la mise en œuvre dudit Accord et l'établissement du dialogue, la médiation internationale a présenté aux parties signataires, le 7 avril dernier, des « propositions concrètes », indique-t-elle dans un communiqué. Cela, « conformément à l'engagement pris lors de sa réunion du 13 mars », précise le communiqué.

Dans sa note, la médiation internationale se dit convaincue que ces propositions, qui tiennent compte des préoccupations exprimées par les parties lors des différentes consultations menées au Mali et en Algérie, sont de nature à renouer la confiance et à favoriser le rétablissement d'un dialogue constructif, sous l'égide du comité de suivi de l'accord présidé par l'Algérie.

Cependant, la médiation internationale dit observée avec inquiétude le regain actuel de tension entre les parties signataires. C'est pourquoi, elle a lancé « un appel pressant aux parties pour qu'elles s'abstiennent de propos et d'actions susceptibles de compromettre les efforts consentis par la médiation en vue du parachèvement du processus de paix, traduisent en actes concrets leur attachement proclamé à l'accord et placent l'intérêt de leur pays et de son peuple au-dessus de toutes les autres considérations, peut-on lire dans le document.

Elle a par ailleurs, réaffirmé dans ce même communiqué, son engagement total à continuer à accompagner les parties signataires et le peuple malien dans leur quête d'une paix, d'une stabilité et d'une réconciliation durables, dans le strict respect de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de leur pays.

Notons que depuis quelques mois, une tension extrême règne entre Bamako et les ex-rebelles du nord du Mali. Cette tension met en danger l'application de l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, signé en 2015 entre le gouvernement du Mali et les groupes armés du nord du pays.

Ibrahim Djitteye / Source : LE PAYS

Troupes au Mali : L'Allemagne veut s'en aller plus tôt que prévu

En novembre dernier, l'Allemagne avait indiqué maintenir ses soldats déployés au Mali jusqu'en mars 2024, fin prévue de la Transition en cours. Mais le nouveau ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, qui estime que « rester au Mali jusqu'en mai 2024 n'est absolument pas pertinent dans les conditions actuelles », n'écarte pas la possibilité d'écourter le mandat des troupes de la Bundeswehr présentes dans le pays. Selon nos informations, le social-démocrate, qui a succédé à Christine Lambrecht en janvier dernier, est attendu les 13 et 14 avril 2023 à Bamako pour finaliser ce rapatriement précipité des militaires allemands. Ces derniers pourraient renforcer l'effectif déjà déployé au Niger voisin. Début avril, Berlin a donné son accord pour la participation de ses troupes à une mission de formation de l'Union européenne dans ce pays pour former et appuyer techniquement les forces armées locales dans la lutte contre les groupes djihadistes. L'Allemagne prévoit de déployer dans un premier temps jusqu'à 60 soldats.

Source : Journal du Mali

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

La Minusma au Mali : Positive ou négative ?

Les relations entre le gouvernement de la Transition du Mali et la MINUSMA ont été très tendues ces derniers temps. L'organisation, dont l'objectif officiel est de soutenir la population civile, a multiplié les déclarations négatives et les accusations. Le ministère des Affaires étrangères du Mali s'efforce de réfuter ces accusations infondées à l'encontre de l'armée malienne.

Il a récemment été rapporté sur les réseaux sociaux que des forces militaires françaises se trouvent sur la base de la MINUSMA à Kidal. Cependant, selon un rapport de la MINUSMA daté du 20 mars 2023, aucun contingent français n'y est déployé.

Après le retrait de l'armée française du Mali, le seul moyen pour l'Élysée de poursuivre son influence sur la situation sécuritaire et de transférer des armes aux terroristes était de passer par la mission MINUSMA.

Voilà pourquoi le représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, M. NICOLAS DE RIVIERE, dans son discours du 13 juin 2022, a tant insisté sur la prolongation du mandat de la MINUSMA au Mali. Cela permettrait à l'organisation de poursuivre la stratégie de la France et de déstabiliser le nord du Mali. L'objectif de déstabilisation est clair, il s'agit d'accroître son influence dans le pays afin de continuer à avoir accès aux ressources naturelles.

Il convient de rappeler que les autorités maliennes ont accusé à plusieurs reprises la France de soutenir des groupes terroristes et de déstabiliser la situation sécuritaire dans le pays. En août 2022, le Mali a même insisté pour convoquer une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies afin de présenter des preuves des « actes d'agression » de Paris. La France a été accusée de violer la souveraineté du Mali, de soutenir des groupes djihadistes, d'espionner et de violer à plusieurs reprises l'espace aérien. C'est d'ailleurs ce « soutien » aérien que la MINUSMA exige comme condition à la prolongation de son mandat au Mali, réaffirmant ainsi l'adhésion à la stratégie française.

« Pour ce nouveau mandat, la France proposera également de poursuivre son appui aérien à la MINUSMA », déclare M. De Rivière.

D'autre part, la MINUSMA a créé de nombreuses difficultés pour le peuple malien en publiant sans relâche dans ses rapports des allégations de violations des droits de l'homme par l'armée malienne. Le peuple malien, qui coopère activement avec les forces armées du pays pour faire face ensemble aux menaces terroristes et qui voit leurs efforts et leurs sacrifices, est fatigué d'entendre des accusations infondées de la part de la MINUSMA.

De plus en plus d'appels sont lancés sur les réseaux sociaux pour mettre fin à l'implication de la MINUSMA dans la vie du pays afin que la paix et l'harmonie puissent s'installer le plus rapidement possible.

Source : https://afriquemedia.tv

Apurement de la dette des fournisseurs de l'EDM : Le CNT approuve le prêt de 45 milliards du Mali auprès de la BOAD

Le conseil national de transition a ratifié par 138 voix pour, zéro contre et 1 abstention l'accord de prêt, signé à Lomé, le 30 mars 2023, entre le gouvernement de la république du Mali et la banque ouest africaine de développement (BOAD) d'un montant de 45 milliards de FCFA qui doit contribuer notamment à l'apurement de la dette des fournisseurs de l'Energie du Mali SA.

Ce projet de loi, initié par le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, a été adopté par le Conseil des Ministres en sa séance du 5 avril 2023 et ratifié ce 11 avril par les membres de l'organe législatif de la transition. Le texte défendu par le ministre de l'Énergie, de l'eau et des mines, Seydou Lamine TRAORE, est relatif à un accord de prêt entre la BOAD et le gouvernement de notre pays d'un montant 45 000 000 000 Francs CFA, reparti en une tranche concessionnelle de vingt-cinq milliards (25 000 000 000) de Francs CFA et une tranche marchande de vingt milliards (20 000 000 000) de Francs CFA.

L'objectif principal de cette opération de prêt est d'assurer la continuité de la fourniture d'électricité aux populations maliennes et de soutenir le développement économique et social du pays. Aussi, va-t-il permettre à EDM¬-SA d'améliorer sa trésorerie et avoir des marges de manœuvre pour faire face à ses engagements. En clair, une partie de ce montant doit assurer le financement partiel du Programme d'apurement de la dette des fournisseurs stratégiques de la Société Énergie du Mali (EDM-SA). La Commission des Finances, de l'Économie, du Plan, de la Promotion du Secteur Privé, des Industries et des Mines du CNT, en appelant à voter en faveur de ce texte, a recommandé en occurrence de : de procéder à un audit externe des dettes de EDM-SA pour s'assurer de leur sincérité et de leur régularité dès l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt ; de veiller à la mise en œuvre rigoureuse des plans de développement concernant le sous-secteur électricité et EDM-SA ; de promouvoir les énergies renouvelables et la réalisation des barrages hydroélectriques en vue de réduire la dépendance à l'énergie thermique.

PAR SIKOU BAH / Source : Info Matin

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI** ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Me Mohamed Ali Bathily, charge la justice malienne : « ... Les juges sont entrain de déconstruire ce pays par leur cupidité »

Dans une récente sortie dans l'affaire Mohamed Youssouf Bathily, alias Ras Bath, le père de l'activiste actuellement en détention à craché sur la justice malienne. L'ancien ministre de la justice dénonce les conditions dans lesquels son fils a été présenté au juge dans le cadre de la demande de liberté provisoire en l'absence de la défense. Il n'a pas non plus raté le procureur de la commune 4, accusé d'appartenir à une « association de malfaiteurs ».

Me Mohamed Ali Bathily refuse de croire que son fils est passé devant le Tribunal de la Commune 4 du district de Bamako. « **Il n'est pas passé devant le tribunal de la commune 4, il est passé pas devant les juges, mais devant des gens qui se donnent le titre de juge et qui ne se comportent pas en juge** », a-t-il affirmé, dénonçant le non-respect des droits de la défense. Il estime que les détenus n'ont pas accès à leurs téléphones pour informer leurs avocats sur l'audience de mardi 12 Avril 2023 sur la demande de liberté provisoire tel qu'introduite par ses avocats. « **Comment peuvent-ils informer, ils ont été informés ce matin même que leur audience va se tenir ce matin, ils n'ont pas de téléphones pour informer leurs avocats et comment l'avocat va savoir que son client va être jugé ?** », s'est interrogé l'avocat Mohamed Ali Bathily dans une interview. Selon lui, Ras Bath a été jugé en violation de tous les droits de la défense. « **Et ça s'appelle juge, ça s'appelle tribunal ?** », ironise-t-il.

« **C'est de la parodie, ce n'est pas du jugement. Maintenant il est temps qu'on le dise clairement si le Mali compte fonctionner de cette manière et que la justice soit une parodie de justice, et bien qu'ils nous donnent le droit de nous indigner de cette pratique-là. Qu'ils nous donnent le droit de leur dire non, ce n'est pas possible** », a-t-il poursuivi. Avant de s'interroger : la justice a-t-elle peur d'avoir des avocats comme témoins ?

Pour lui, aucun avocat ne peut admettre la violation des droits de la défense et de surcroît être « **respectueux de cette justice qui viole les droits de la défense** ». Au contraire, dans toutes les écoles de barreau on vous dit : enlever vos robes pour marquer votre indignation. L'indignation est une qualité de la défense. « **On s'indigne quand on viole les droits de la république par ceux-là qui ont la charge de les appliquer** ».

Il va plus loin, soulignant que « **cette violation est une circonstance aggravante de leur cas de forfaiture. Au tant eux ils peuvent qualifier le comportement des autres, autant nous qualifieront leur comportement. C'est terrible dans ce pays!** »

« Association de malfaiteurs »

« **Lorsque le même procureur de la commune 4 vous dit face à la corruption : tu me dénonces, je te dénonce. Ça veut dire quoi, il est dans l'association de malfaiteurs parce qu'il dit : tu me dénonces, je te dénonce. Ça veut dire qu'il reconnait qu'il a fait une chose et il ne faut pas qu'on le dénonce. Donc ils se connaissent dans ce qu'ils ont fait de mauvais pour ne pas se dénoncer eux-mêmes. Implicitement, il y a association de malfaiteurs** », a-t-il dénoncé demandant la commune 4 d'analyser ce type de comportement d'un « **procureur qui a l'habitude de sortir un pistolet dans son Tribunal** ».

Il pense que la rigueur de la loi c'est pour les autres et non pour le procureur en question. « **Il est temps qu'on se dise les choses. Ce qu'il se permet dans ce pays il ne veut pas que les autres se le permettent ; qui est-il ?** », s'interroge Me Bathily.

Face à ces dérives, l'ancien ministre de la justice sous IBK estime que « **le justiciable s'attend à tout sauf la justice. C'est tout simplement de la mascarade ; j'allais dire la copie d'un juge même pas certifiable conforme. Ce n'est pas possible ce n'est pas une justice ça** », s'est-il indigné.

Il dénonce également le fait que le procureur n'ait pas dit la loi avant de l'appliquer. dit-il. « **Où il pense que la loi c'est le format que lui il lui donne au moment où il parle de la loi ? Le format de la loi est fait en dehors de lui et sans lui ; il est seulement charger de son application et en matière pénale stricte pas analogique** ».

La « cupidité » des juges à l'origine

« **J'appelle les maliens à être vigilants sur le respect de leur droit. Si le juge ne veut pas respecter les droits des justiciables, il n'y a aucune raison de respecter leurs décisions** », a-t-il conseillé faisant référence à la révolution française de 1789. « **C'est comme ça que les peuples se révoltent. Le peuple de France s'est révolté le 14 juillet 1789 ; ce n'était pas contre une puissance étrangère ; c'était contre l'injustice pratiquée par les juges** », a-t-il fait le lien soulignant que « **peut-être qu'au Mali on en arrivera là. Moi en tout cas je ne l'admets pas. Moi je ne me garderais pas d'y arriver si les juges ne se gardent pas. Tout le respect que je leur doit c'est le respect que je dois à la loi pas à leur fantaisie, pas à leur caprices, pas à leur manière de tricher avec l'application de la loi.** »

Il estime que le principe de bonne justice de bonne administration de la justice se trouve dans le fait que le juge doit être loyal quant à l'application de la loi. « **Si jamais, il veut tricher et mettre ses ambitions dans cette application, on est plus dans la loi, on est dans une galerie de chose qui sont indicibles.** »

« **Les lois maliennes sont torturées et violées** »

« **J'ai peur de la justice malienne, elle n'incarne pas la justice, elle n'en a que le nom très souvent et elle passe à côté de ce que sont les lois maliennes. Les lois maliennes sont torturées et violées non pas par les justiciables mais au sein de nos juridictions par ceux qui ont en charge de l'appliquer. Je le dis et je l'assume. Je peux sortir milles et un dossiers, prendre les juges cas par cas par leurs noms** », précise l'ancien ministre de la justice sous le régime IBK.

« **Le juge il n'est pas Dieu** », affirme Me Ali Bathily qui fait savoir que la parole du juge est vérifiable dans la loi, sa décision est vérifiable dans la loi. S'il faut prendre les lois maliennes et les passer au tamis des décisions qui passent à côté de la loi au Mali, c'est plus qu'un scandale. « **Vous allez être effrayés, terriblement effrayés, c'est eux qui sont entrain de déconstruire ce pays. Les juges sont entrain de déconstruire ce pays par leurs comportements, leurs cupidités. Il est temps qu'on le dise** », a conclu l'avocat.

Rappelons qu'il y a quelques jours, le Barreau a réagi sur cette même situation de la justice malienne très décriée à travers un communiqué. Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Mali a déploré la « **déliquescence** » de la justice malienne.

« **La refondation du Mali, tant souhaitée par les autorités de la transition, passe aussi et surtout par le renouveau de la justice, dont l'Avocat est un acteur majeur et essentiel. Sans une justice forte et crédible, point d'État de droit** », a rappelé le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Mali.

Le Ministre de la Justice, Garde des sceaux a été invité à se saisir de cette occasion pour organiser les états généraux de la Justice.

Binadjan Doumbia

Sahel : Malgré sa réticence L'Allemagne veut maintenir sa présence

L'Allemagne restera engagée en faveur de la sécurité au Sahel après le retrait annoncé de ses troupes du Mali et concentrera son effort sur le Niger voisin, a déclaré mercredi 12Avril le ministre de la Défense, Boris Pistorius, à l'occasion de sa première visite dans la région.

« **Notre futur engagement militaire au Sahel sera axé sur le Niger** », a-t-il déclaré dans un communiqué avant son déplacement dans ce pays et au Mali, de mercredi à vendredi. « **La sécurité dans la région du Sahel est dans l'intérêt particulier de l'Allemagne. Bien que nous mettions fin à notre engagement militaire avec la Minusma, nous restons engagés dans la région** », a ajouté M. Pistorius.

A la suite d'autres pays, l'Allemagne a annoncé en novembre dernier son intention de retirer ses troupes engagées dans le cadre de la mission de l'Onu (Minusma) au Mali, pays en proie depuis 2012 à une crise aux multiples dimensions.

Ce retrait interviendra d'ici à mai 2024 mais M. Pistorius s'est déjà montré sceptique sur le maintien de soldats allemands jusqu'à cette date, estimant qu'ils ne peuvent actuellement pas remplir leur mission. Le Mali a été le théâtre en 2021 d'un second coup d'Etat en deux ans qui a raffermi la mainmise des militaires, lesquels se sont éloignés des Occidentaux pour se rapprocher notamment de la Russie. Pour maintenir la pression sur les groupes jihadistes actifs dans la région, plusieurs pays souhaitent renforcer la coopération avec le Niger, considéré comme un partenaire plus fiable que le Mali.

Le gouvernement allemand a décidé le mois dernier d'envoyer dans ce pays 60 soldats pour participer à une nouvelle mission menée par l'Union Européenne (EUMPM Niger). Cette participation doit encore être discutée au parlement allemand dans les semaines à venir. S'exprimant à son arrivée sur une plate-forme de transport aérien à Niamey, M. Pistorius a déclaré que le soutien militaire et le soutien au développement étaient essentiels « **pour stabiliser la région davantage et encore mieux que par le passé** ». La base aérienne sera « **d'une importance particulière (...) lorsque nous nous retirerons du Mali, car c'est ici que nous nous concentrerons après le retrait du Mali** », a déclaré le ministre. M. Pistorius, qui a été nommé ministre de la Défense en janvier, est accompagné dans son voyage par la ministre du Développement, Svenja Schulze. Tous deux poursuivront leur visite au Mali depuis hier jeudi 13 avril et vendredi 14 Avril 2023.

Rappelons que l'Allemagne avait menacé en 2022 de retirer ses militaires pour la simple raison qu'ils n'avaient pas la liberté de mouvement sur le territoire malien.

Binadjan Doumbia

Le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE : « La plupart des incidents... ont eu lieu dans les régions de Mopti et de Ségou »

Dans le cadre de la présentation du rapport trimestriel du Secrétaire général de l'ONU sur le Mali, le Chef de la MINUSMA, El-Ghassim WANE a briefé les membres du Conseil de sécurité sur les derniers développements politique et sécuritaire au Mali.

Pendant son intervention, El-Ghassim WANE a souligné que les Forces de défense et de sécurité maliennes conduisent des opérations contre l'Etat islamique autour de la ville de Ménaka et dans les zones plus au sud, incluant Indélimane, tout en effectuant des escortes de convoi le long de l'axe Menaka-Anderamboukane et sur la route entre Ménaka et Ansongo. Malgré, cela, le chef de la MINUSMA a confié que la situation sécuritaire et humanitaire demeure catastrophique, avec plus de 30 000 personnes déplacées ayant convergé vers la ville de Ménaka depuis le début de l'année dernière. « **Environ 2 400 déplacés ont aussi trouvé refuge dans une zone située à moins de deux kilomètres au nord du camp de la MINUSMA à Ménaka** », a-t-il précisé.

Outre Ménaka, à Gao, il a souligné que le Centre reste également confronté à des situations difficiles. « **Plus de 61 000 personnes ont été déplacées depuis l'année dernière dans la région de Gao. Au cours des trois derniers mois, l'Etat islamique et le JNIM se sont affrontés près de Bara, N'tilit, Anchawadi et Tessit. Les mouvements signataires ont également été impliqués dans des combats contre l'Etat islamique** », a-t-il relevé.

De plus, il ajouté que le Centre continue également de faire face à des défis sécuritaires et autres complexes. « **La plupart des incidents enregistrés au cours des trois derniers mois ont eu lieu dans les régions de Mopti et de Ségou** », a-t-il indiqué.

D'une manière générale, le chef de la MINUSMA a avancé que les opérations menées par les Forces de défense et de sécurité maliennes dans ces zones ont permis de perturber les activités des groupes extrémistes, notamment en les forçant à se disperser dans les zones avoisinantes des régions de Tombouctou et de Gao. « **Sous pression, les groupes extrémistes ont accru l'usage d'engins explosifs improvisés visant les mouvements terrestres des Forces de défense et de sécurité maliennes, en plus d'attaques surprises sur plusieurs postes de police le long des principaux axes d'approvisionnement** », a-t-il évoqué.

Dans ce contexte, il a signalé que l'adoption par les plus hautes autorités de la stratégie politique pour la stabilisation du Centre en septembre 2022 et son lancement en mars, en présence du Premier ministre et de plusieurs partenaires du Mali et la MINUSMA, est une étape importante en vue de la mise en œuvre d'une approche holistique face à la crise complexe que traverse le Centre du Mali.

A cet égard, il a assuré que la MINUSMA, qui a appuyé le développement de la stratégie, accompagnera le Secrétariat Permanent du Cadre Politique de Gestion de la Crise au Centre et les comités régionaux de coordination, en plus de l'appui direct fourni sur le terrain au travers des activités de promotion de la cohésion sociale, de la résolution de conflit et de la réconciliation y compris dans les zones de Niono, Douentza et Koro. « **La MINUSMA poursuit ses opérations de protection des populations également à Ogossagou et à Douentza. Nous aidons aussi à la protection d'infrastructures critiques et la facilitation de l'accès aux routes** », a-t-il conclu.

Maffenin Diarra

Remise de matériels : Le Centre de Médecine du Sport équipé par la Fondation 221

Le secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Amadou Diarra Yalcouyé a présidé, le jeudi 13 avril 2023, la cérémonie de remise de matériels au centre de médecine du sport par la Fondation 221. C'était en présence du directeur général par intérim du centre de médecine du sport, du maire de la Commune II, du Coordinateur de la Fondation 221 et des administrateurs du centre de médecine du sport.

Le département de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, accorde une importance particulière à cette donation qui constitue une contribution majeure dans la promotion et le renforcement de la prise en charge de la santé des sportifs par le Centre de Médecine du Sport, qui, du reste, n'a jusqu'ici connu que les financements du budget national de l'Etat du Mali tant dans sa construction que dans son équipement.

Le secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Amadou Diarra Yalcouyé a saisi cette occasion pour remercier les responsables de la fondation pour cette donation qui vient ôter une épine du pied des autorités de la transition. La présente donation en matériels médicaux intervient à un moment approprié. En effet, le Centre de Médecine du Sport amorce son envol dans un environnement où le sport devient de plus en plus une compétition rude et exigeante en termes de suivi et d'encadrement médical. « **Il est de notoriété que la performance sportive est fortement liée au suivi de la santé des sportifs. Plus le suivi des sportifs est régulier avec du matériel de pointe et des soins de qualité, plus les performances sportives peuvent être réalisées** », a-t-il souligné.

Aussi, le secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Amadou Diarra Yalcouyé a exprimé à la Fondation 221 toute la gratitude du département pour ce geste de magnanimité, ce geste de prévention, ce geste qui renforce, ce geste qui stimule la performance, la performance de nos sportifs pour que la devise Olympique "plus haut, plus fort, plus vite" soit le crédo des sportifs maliens.

Il a réitéré au coordinateur de la Fondation 221, au nom du ministre Mossa Ag Attaher, leurs sincères remerciements pour ce don qui contribuera à conforter le développement des ressources propres du Centre de Médecine du Sport et fonder l'espoir pour le raffermissement d'une relation de partenariat fécond avec le Centre aux fins d'en faire une référence tant dans le paysage des établissements publics nationaux que des centres africains du domaine.

« **Le défi n'est nullement au-dessus de nos ambitions et de vos potentialités. Je sais compter sur votre générosité pour un accompagnement technique plus dense et régulier. Je voudrais vous exhorter, vous et vos collaborateurs, à une utilisation judicieuse de ce matériel qui constitue un besoin important pour le Centre et à veiller scrupuleusement à sa gestion et à sa rentabilisation. Je souhaite vivement que ce matériel acquis contribue efficacement à renforcer et à garantir la fonctionnalité du Centre que nous voudrions voir comme un Centre de référence dans l'espace ouest africain voire africain. Le Centre de Médecine du Sport n'est pas ici seulement pour les sportifs. Il est là aussi pour vous, toutes et tous. Il est votre Centre. Il faut le pratiquer. Il faut l'aider à rayonner. Et je sais compter sur vous ! Notez déjà que depuis un an, la visite médicale de toutes les recrues du Service national des Jeunes s'effectue ici au Centre** », a-t-il conclu.

Ibrahim Sanogo

Ménaka : La ville serait encerclée par les terroristes

La ville de Ménaka serait actuellement « encerclée » par l'état islamique au grand Sahara, affirment des populations locales qui précisent que tous les cercles de la région sont désormais sous le contrôle de l'EIGS, précisent les mêmes sources. Cette situation était prévisible, avec l'intensification des combats entre les groupes terroristes EIGS et le JNIM, indique un chef coutumier de la zone qui exprime son inquiétude et appelle les autorités de la transition à faire face à cette situation avant qu'il ne soit trop tard.

Le lundi 10 avril, des éléments de Daech ont attaqué les localités de Tindermène et de Inkadewane, situées dans la région de Ménaka. Ces individus ont saccagé des boutiques et procédé à des enlèvements. Après la prise de la localité de Tindermène les groupes terroristes alliés à l'Etat islamique, la situation sécuritaire demeure très tendue autour de la Ménaka qui est désormais sous pression. En tout cas, certaines sources au sein de la population confirment l'emprise de Daech sur des localités environnantes. Des milliers de personnes auraient déjà quitté Ménaka pour aller vers d'autres grandes villes comme Ansongo, Gao, Kidal, ou encore en Algérie et au Niger. D'autres sources nient cet encerclement par des djihadistes.

«J'ai vu des voitures contenant des armes lourdes notamment des douze sept. A la sortie de la ville, il y avait aussi un groupe de motocyclistes qui ont intercepté un véhicule à l'hôpital de Ménaka» témoigne un habitant de Ménaka qui a préféré garder l'anonymat. Pour Housseyni Ag Yéhia, un ressortissant de Ménaka, l'arrivée des terroristes djihadistes à Tidermène aura de lourdes conséquences pour les populations de la zone.

«Maintenant avec cette prise de Tidermène, c'est toute la région de Ménaka qui est encerclée... une région de 80.000 km 2. C'est toute cette zone qui échappe au contrôle non seulement des mouvements armés, notamment du GSIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), mais aussi de l'armée malienne. L'armée malienne est seulement présente à l'intérieur des villes, le camp FAMa (Forces Armées maliennes) et celui de la Minusma. Même si les groupes armés comme le GATIA ou le MSA se sont repliés vers l'intérieur de la ville avec toutes les populations déplacées. Il faut comprendre également que les populations dans cette zone sont des populations nomades et pastorales qui vivent de l'élevage. Ces différents événements s'accompagnent également du vol du bétail. Du coup, quand les groupes armés attaquent un village, c'est tout le bétail qu'on emporte », à nos confrères de la DW.

Contacté par la DW, le colonel-major Issa Tembiné, gouverneur de la région de Ménaka affirme qu'il n'y a pas de pression dans la ville de Ménaka et que les populations vaquent normalement à leurs occupations. «La situation autour de Ménaka est la même qu'il y a 1, 2, 3 ou même 10 mois. Les 2 groupes terroristes continuent de se relayer dans l'occupation et le contrôle de la majeure partie du territoire et les FAMa, la Minusma et les groupes signataires occupent la ville. Le seul véritable changement est que l'EIGS ne partage plus le contrôle de la région avec le JNIM. Le premier a réussi à reprendre le contrôle de la quasi-totalité de la région. Ce qui est inquiétant, cette capacité de l'EIGS à se régénérer à chaque fois qu'on croyait à sa fin», a posté sur sa page Twitter Kanfari Sonni Anass MAIGA, l'un des observateurs. Selon d'autres témoignages, l'EIGS serait en possession d'un drone de surveillance et bénéficie d'un considérable appui extérieur et ou aérien qui cache mal le concours d'une puissance internationale.

La convergence des forces alliées de l'État Islamique sur Ménaka est une « réelle crainte qu'il faut prendre en compte avant qu'il ne soit trop tard », alerte un élu de la région qui a requis l'anonymat.

« C'est un désespoir total, et la situation a besoin d'une double vigilance et d'une urgence totale », déclare le Président du Conseil de cercle de Ménaka. Sidi Barka interpelle les autorités de la transition et les partenaires du Mali à faire face à la situation.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info Matin

Droits de l'homme au Mali : La pomme de discorde entre Bamako et l'ONU

Le gouvernement, à travers le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, a produit un mémorandum sur le rapport trimestriel du secrétaire général des nations unies sur la situation au Mali, de janvier à mars 2023.

Selon le gouvernement malien, les progrès salués par le Secrétaire général au titre des réformes politiques et institutionnelles, y compris dans la mise en œuvre du chronogramme de la Transition, ont été obtenus à travers son engagement et sa conduite, de manière participative et inclusive, de l'ensemble du processus des réformes.

Sur le plan politique, le gouvernement salue la reconnaissance par le Secrétaire général des avancées dans le processus de réformes politiques et institutionnelles. Précisément la validation, le 16 mars 2023, du projet de Constitution et sa présentation par le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, le 20 mars dernier aux forces vives de la nation.

Il rassure par rapport aux inquiétudes évoquées par Antonio Guterres concernant l'opposition d'organisations et acteurs maliens à la réforme constitutionnelle ainsi que le retrait de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) du processus d'adoption de la nouvelle Constitution.

Le gouvernement rappelle que le processus de réformes politiques s'est inscrit, de sa conception à sa mise en œuvre, dans une démarche participative et inclusive.

Par ailleurs, le report annoncé du référendum constitutionnel, initialement prévu pour le 19 mars 2023, participe de la volonté des autorités de prendre les mesures nécessaires en vue d'une bonne organisation du scrutin, à travers la pleine opérationnalisation de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), y compris la mise en place de ses sections régionales et la vulgarisation du projet de Constitution.

On retient également que l'engagement des autorités de la Transition à poursuivre les avancées politiques dans la conduite de la Transition s'est manifesté en outre par l'adoption par le Conseil national de Transition (CNT), des textes portant révision de la loi électorale. À retenir que la mise en œuvre des réformes politiques et institutionnelles se poursuivra dans le cadre du renforcement de la concertation et du dialogue avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA) en vue du retour à un ordre constitutionnel apaisé et sécurisé dans le délai convenu.

Pour sa part, le gouvernement déplore la suspension de la participation des mouvements signataires aux mécanismes de suivi de l'Accord et, à cet égard, a pris des mesures résolues pour avancer dans la mise en œuvre de l'Accord.

Dans ce sens, l'exécutif a adopté, le 29 mars dernier, deux projets de décret pour un meilleur fonctionnement des structures essentielles au mécanisme de suivi de l'Accord, à savoir la Commission nationale de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (DDR) et la Commission nationale d'Intégration. En dépit du retard accusé dans le processus DDR et le plan d'action 2022-2024, on enregistre à ce jour, 2.750 ex-combattants réintégrés au sein des Forces de défense et de sécurité nationales, souligne le gouvernement.

CRÉDIBLE –Par ailleurs, les autorités de Bamako déplorent le fait que lerapport de M. Guterres ne donne aucune indication sur les résultats encourageants et les progrès réalisés dans le cadre de la sécurisation du territoire. Et la protection des civils par les Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) à travers le plan «Maliko» et l'opération «Kélétigui».

Selon le gouvernement, « les offensives menées durant la période sous examen ont favorisé l'amélioration de la situation sécuritaire à travers des escortes des transports en commun et patrouilles des FDSM sur les théâtres des opérations ainsi que la sécurisation des activités agro-pastorales dans les localités du Centre (Ségou et Mopti) ».

À cela, il faut ajouter la réduction des conflits intercommunautaires et la restitution de milliers de bétails aux autorités administratives et locales au profit de leurs propriétaires. Tout comme le soutien accru aux activités humanitaires, à l'image du transport aérien des personnes, des vivres, des produits pharmaceutiques et de l'assistance médicale.

S'agissant des cas de violation des droits de l'Homme imputés, par le rapport. aux Forces de défense et de sécurité maliennes, le gouvernement déplore, une nouvelle fois, que le rapport du secrétaire général de l'ONU ne fournit aucun détail sur les lieux, les dates et les victimes alléguées de ces incidents, « afin de permettre, à minima, de corroborer ces graves accusations ou, de manière impartiale, d'offrir aux Forces maliennes mises en cause, la possibilité de mener les enquêtes nécessaires. »

Bamako rappelle que les forces maliennes sont bien outillées en matière de droits de l'Homme et de droit international humanitaire. «Ces notions sont enseignées aux recrues depuis la Formation commune de base et approfondies lors de toutes les sessions de formations et exercices de pré-déploiement sur les théâtres d'opérations. »

« Dans la dynamique de faire observer ces principes sur le théâtre des opérations, un détachement prévôtal est systématiquement désigné auprès de chaque groupement tactique, sous le contrôle d'un magistrat militaire (ou conseiller juridique) désigné à cet effet », plaide le gouvernement du Mali.

« Respecter les droits de l'Homme dans notre pays ne souffre donc d'aucune vise », rassure-t-il.

OD/MD (AMAP)

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Lutte antiterroriste du Mali : La Chine appelle à un soutien international accru à la stabilité

Le représentant permanent de la Chine auprès des Nations unies, Zhang Jun, a appelé mercredi à un soutien international accru aux efforts de lutte contre le terrorisme du Mali.

Au cours d'un briefing du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), M. Zhang a souligné l'importance d'apporter un soutien international aux efforts déployés par le Mali pour lutter contre le terrorisme et maintenir la stabilité sur son territoire, affirmant qu'il s'agissait de la « **priorité numéro un** ».

« **Le gouvernement malien mène de vigoureuses opérations de lutte contre le terrorisme. Il a lancé une stratégie pour stabiliser les régions dans le centre, et fait des efforts considérables pour améliorer la situation régionale et assurer la sûreté et la sécurité de sa population. De tels efforts méritent notre reconnaissance** », a-t-il indiqué.

« **L'aide (au Mali) doit être renforcée, notamment en finançant l'équipement, le renseignement et la logistique** », a-t-il ajouté.

L'ambassadeur chinois a déclaré que la MINUSMA devait remplir efficacement le mandat que lui a confié le Conseil de sécurité et fournir un soutien global au Mali.

« **Certains pays ont évoqué la question des droits de l'homme. Nous estimons que l'objectif ultime des opérations antiterroristes est de protéger le droit des civils à la vie et à la sécurité, entre autres droits humains fondamentaux. Nous nous opposons à l'instrumentalisation politique des droits de l'homme pour interférer avec les opérations antiterroristes** », a déclaré M. Zhang.

Il a également souligné l'importance de « **promouvoir la mise en œuvre de l'accord de paix », qui est « essentiel pour maintenir la paix et la stabilité au Mali** ».

« **La Chine soutient la MINUSMA dans la mise en œuvre des projets de réduction de la violence communautaire et des projets à impact rapide dans le centre et le nord du Mali, ainsi que dans ses efforts pour apporter une assistance accrue en matière d'approvisionnement en eau, d'agriculture, d'infrastructures ou de formation professionnelle, dans le but d'éliminer les causes profondes des conflits** », a-t-il ajouté.

Concernant la transition politique dans le pays, M. Zhang a déclaré que les autorités maliennes avaient engagé un dialogue approfondi avec les parties concernées, et avaient accompli un important travail pour élaborer une Constitution et préparer des élections générales.

« **La communauté internationale doit aider les parties au Mali à saisir l'opportunité de la transition politique, à résoudre leurs divergences par le dialogue et à assurer le bon déroulement des élections générales, afin de poser des bases solides pour une stabilité durable au Mali** », a-t-il déclaré.

« **La Chine est prête à travailler avec la communauté internationale pour apporter de plus grandes contributions à la paix et au développement durables au Mali** », a conclu M. Zhang.

Binadjan Doumbia

Processus de paix et de sécurité : Raki talla invite à la reprise du dialogue entre les frères

Les femmes du conseil national de transition (CNT) ont organisé une conférence débat, ce mercredi 12 avril, pour contribuer au renforcement de la sécurité, de la paix, de la cohésion sociale et de la réconciliation au Mali. Un processus dans lequel elles soulignent avoir un rôle important, alors que leur participation reste très limitée dans les équipes de médiation.

Présidée par la vice-présidente du CNT, Raki TALLA, la conférence débat a réuni pendant la journée d'hier des femmes du CNT, des responsables des organisations féminines et également des secrétaires parlementaires de l'organe législatif de la transition.

« Femmes actrices incontournables de la paix, la sécurité et la réconciliation nationale au Mali : Rôle et défis » était le thème central de la rencontre.

En plus de celui-ci, les participants ont évoqué d'autres thématiques comme la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nation unies sur les femmes, la paix et la sécurité ; l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité de l'Union Africaine et aussi l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger dont notre pays dispose depuis 2015.

S'exprimant à cette occasion, la porte-parole des femmes du CNT, Nana Aïcha CISSE souhaitant la bienvenue a rappelé le devoir de mobilisation de tout le peuple malien pour apporter sa contribution à la construction et au maintien d'un environnement apaisé, propice au développement harmonieux du territoire malien.

Cependant, elle a constaté que les enjeux et les intérêts multiples et divergents des acteurs clés avaient risqué de réduire les efforts inlassables des autorités et des différents groupes sociaux.

Pour elle, il est alors indispensable de préserver les acquis en matière de cohésion sociale et de réconciliation et faire face aux défis persistants.

D'où, a-t-elle justifié, l'idée de cette initiative dont l'objectif est de « Contribuer au renforcement de la sécurité, la paix, la cohésion sociale et la réconciliation au Mali ».

« Il est crucial d'assurer la pleine participation des femmes dans les processus de paix à tous les niveaux », a indiqué la porte-parole, soutenant que les maliennes sans distinction entreprennent de multiples actions notamment de médiation pour assurer leur participation dans les discussions de sortie de crise sécuritaire et socio-politique ainsi que la prise de décision sur la Transition.

Malgré la reconnaissance du rôle indiscutable que les femmes jouent dans la préservation de la paix et le développement, elle a déploré que leur participation était restée très limitée dans les équipes de médiation, de recherche de la paix et de dialogue tant aux niveaux national, régional qu'international, alors, affirme-t-elle, qu'elles sont des actrices incontestables du changement.

Pour sa part, Raki TALLA, vice-présidente du CNT, présidant la conférence au nom du président de l'organe, a salué la pertinence du thème de la conférence qui va être une occasion pour les femmes de réaffirmer leur engagement de poursuivre le combat pour la paix, la réconciliation nationale. Mais aussi d'être une tribune d'évaluation des efforts en vue d'amorcer de nouvelle étape.

Elle a indiqué que conformément aux résolutions des Assises nationales de la refondation (ANR) et du Dialogue national inclusif, les femmes avaient participé au processus de la paix, à travers la mise en œuvre de l'APR.

Profitant de l'opportunité, elle a appelé les parties signataires de l'Accord à la reprise du dialogue au sein du Comité de suivi de l'Accord (CSA) dont les travaux sont suspendus depuis plusieurs semaines.

Par ailleurs, saluant l'implication des femmes dans les différents chantiers de réformes initiés par la transition, elle a exhorté celles-ci à apporter leur soutien au référendum. « Pour le changement, nous devons adopter ce référendum », a déclaré l'ancienne ministre du Travail et de la fonction publique.

PAR SIKOU BAH
Source : Info Matin

Élections libres Transparentes et équitables : les propositions de la MODELE-MALI

La mission d'observation des élections au mali (MODELE MALI) a déployé ses 75 observateurs/observatrices à long terme pour suivre les étapes préparatoires du référendum constitutionnel.

Dans son deuxième rapport préélectoral, rendu public ce mardi, la MODELE-Mali a informé que ses observateurs ont suivi, au cours du mois de mars et au niveau local, les activités ayant un impact sur le processus électoral ; à savoir la mise en place des coordinations de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), la mise à jour des données pour les cartes nationales d'identité biométriques et les réactions autour du projet de constitution.

La MODELE-Mali a fait une synthèse générale des remarques spécifiques et formulé des recommandations.

Concernant la mise en place des coordinations de l'AIGE, la MODELE-Mali constate que l'installation des coordinations a démarré timidement dans l'ensemble des localités observées. Pour la mission d'observation électorale, la lenteur est très souvent due aux désaccords entre l'administration, les partis politiques et la société civile, en raison des modalités de désignation des membres.

« Après cette étape, la question du siège des coordinations de l'AIGE ainsi que celle de la formation des membres apparaissent comme les prochains défis à relever. Toutes ces étapes concernant l'installation et l'opérationnalisation des membres des coordinations de l'AIGE, au niveau local comme à l'extérieur du pays, auront un impact sur la date du scrutin référendaire », alerte la MODELE-Mali.

A propos des opérations de mise à jour des données biométriques, la Mission souligne que dans l'ensemble des localités observées, les mises à jour se font dans les locaux des commissariats de police et des brigades de gendarmerie qui sont basés au niveau des chefs-lieux de cercle.

Le rapport précise que les difficultés signalées concernent le manque d'information fiable sur les lieux d'enrôlement ; l'insuffisance de matériel et de personnel pour faire l'enrôlement et l'accès difficile pour les populations des communes éloignées des chefs-lieux de cercles.

« La lenteur des opérations de mise à jour des données nécessaires à l'obtention de la carte nationale d'identité biométrique et les difficultés rencontrées par les citoyennes et citoyens dans leurs démarches auront également un impact sur la date du scrutin référendaire. Pour rappel, la carte nationale d'identité biométrique est obligatoire, suivant l'article 71 (nouveau) de la loi électorale, pour voter et environ 8 millions d'électeurs sont en attente de ce document », souligne le rapport.

Par rapport au projet de Constitution, la MODELE Mali a noté que le Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA PASJ) s'est clairement prononcé en faveur du projet. Cependant, rappelle- MODELE-Mali, le cadre de concertations des partis politiques pour le retour à l'ordre constitutionnel, la CMAS, le PARENA, l'Appel du 20 février 2023 et le M5-RFP Mali Koura demandent l'abandon de la réforme constitutionnelle par le Président de la Transition.

Recommandations

En vue de respecter les délais de fin de transition et aboutir à des élections libres, transparentes et équitables, la MODELE Mali demande aux autorités de la transition la sécurisation renforcée des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ; l'amélioration du processus de mise à jour des données pour la carte nationale d'identité biométrique en prenant notamment les mesures suivantes : la multiplication des équipes d'enrôlement et de validation, renforcées par des équipes mobiles ; la mise à disposition de tablettes de bonne qualité et de formulaires d'enrôlement en quantité suffisante ; et la pérennisation du dispositif d'enrôlement et de mise à jour.

Aussi, les autorités sont appelées à réunir les conditions pour une large vulgarisation du contenu du projet de Constitution dans toutes les langues nationales.

A l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), la MODELE-Mali recommande la publication d'un calendrier électoral réaliste pour le retour à l'ordre constitutionnel et d'un chronogramme détaillé pour la tenue du référendum constitutionnel ; l'accélération du processus d'installation et d'opérationnalisation de ses coordinations dans les régions, cercles, communes, ambassades et consulats, conformément aux articles 22, 23 et 24 (nouveau) de la Loi électorale en vigueur ; la supervision des opérations d'enrôlement, de validation, d'impression et de remise des cartes nationales d'identité biométriques devant servir de cartes d'électeurs ; la mise en place dans les meilleurs délais du processus d'accréditation des observateurs tel que prévu à l'article 39 de la Loi électorale.

Par ailleurs, la Mission d'observation électorale estime qu'il serait utile que le président de l'AIGE précise l'étendue des attributions des observateurs en mentionnant leur présence à toutes les étapes du processus électoral ; y compris aux différents niveaux de centralisation des résultats provisoires et définitifs.

PAR MODIBO KONÉ
Source : Info Matin

ÉCONOMIE INFORMELLE : À la rencontre des lavandiers du fleuve Niger

Les abords du fleuve Niger accueillent, chaque jour, de courageux et persévérants hommes qui quittent leurs villages d'origine pour la quête d'une vie meilleure dans la capitale malienne. Peu soucieux des préjugés de la société, ces braves hommes se donnent corps et âme pour satisfaire leurs clients en rendant propres les linges sales. Oui ! Aux nombres des exerçants du secteur informel de Bamako, l'on compte les lavandiers. Ils sont jeunes et vieux venant de divers régions du pays mais avec une mentalité commune : « faire de la lessive une véritable aubaine».

Avec la mentalité que le travail anoblit l'homme et qu'il n'y a pas de sot métier, les lavandiers du fleuve Niger passent la quasi-totalité de leur temps à faire la lessive. Un travail qui exige une certaine routine. D'après nos lavandiers, pour avoir son pain quotidien dans ce travail, il est nécessaire de se lever le matin de bonheur, pour collecter les linges sales en faisant le porte à porte. Après cette étape, ils se dirigent vers le fleuve, brouettes en main transportant les linges sales.

Boukary Diarra, doyen du domaine, nous explique le processus de lavage. De ses explications, il ressort qu'il est toujours préférable d'étaler au préalable une natte sur la quelle il faut mettre le linge sale. «**Le travail est plus facile avec une natte. Je mets tous les habits là dessus et je fais dos au fleuve. C'est une pratique rapide et moins fatigante**» explique le quadragénaire.

Frottant coup après coup avec une éponge traditionnelle savonnée, les lavandiers font des merveilles. En effet, les plus heureux d'entre eux sont ceux qui ont beaucoup de clients. C'est ce que nous détaille Adama Traoré. À l'en croire, cela fait des décennies maintenant qu'il pratique ledit métier et les affaires vont bon train : « **Je me frotte bien les mains dans ce travail car j'ai pu me faire une clientèle hors paire**» se réjouit notre interlocuteur. Et d'enchaîner: «**Dès fois, des clients me font appelle pour venir récupérer leurs habits ou moquettes. Par la grâce de Dieu aujourd'hui je peux gagner 10 000 francs par jour voire plus**».

Plusieurs types de linges comme les tapis de prière, moquette, moustiquaire, couverture sont lavés par les lavandiers. Sala Guido, un originaire du pays dogon ne donne aucun temps aux causeries avec ses collègues. Accompagné d'une musique dogonne, et vêtu d'un débardeur, il transpire et frotte ses habits avec la plus grande justesse. Attiré par sa façon de faire, nous nous approchons de lui. « **J'essaie de finir ma lessive avant les autres ; histoire d'avoir l'espace qu'il faut pour les étaler**» relate t-il. Avant de se désoler : «**Nous manquons d'espace pour étaler les habits lavés. L'espace qu'on utilisait au paravant a été occupé par les autorités on en a donc plus accès**».

Par la même occasion, Sala Guindo fait savoir que le travail de lavandier n'est plus aussi rentable qu'avant. Comme explications, il pointe du doigt la pauvreté : « **On gagne moins ces temps-ci» se lamente t-il. «Avant les tapis étaient lavés à 2000 francs, mais actuellement le prix a considérablement chuté, on les lave à 1000 Francs CFA. Nos clients ont tendance à négocier les prix ; ce qui fait que mon gain quotidien varie entre 500 et 5000 francs**» regrette t-il.

Siguéta Salimata DEMBÉLÉ

Sahel : L'Allemagne renforce sa coopération militaire avec le Niger

La république fédérale d'Allemagne a annoncé, mercredi, un renforcement de sa coopération militaire avec le Niger dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, à travers, notamment, un nouvel appui logistique aux forces armées nigériennes (FAN).

Cette annonce a été faite par le ministre allemand de la Défense nationale Boris Pistorius lors de sa visite (12-13 avril) au Niger.

"Dès son arrivée à Niamey, pour sa première visite dans notre pays, le ministre allemand de la Défense nationale a eu un entretien avec le ministre de la Défense nationale Alkassoum Indatou, en présence notamment de l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne Hermann Nicolai et du Chef d'état-major des armées nigériennes le Général de division Sidikou Abdou Issa", a rapporté le site d'information du ministère nigérien de la Défense nationale.

"Les deux délégations ont tenu une réunion dont le but était de faire le point de la coopération militaire entre l'Allemagne et le Niger", a ajouté la même source.

Après la réunion, le ministre nigérien de la Défense Alkassoum Indatou a réceptionné un bataillon de transport destiné aux Forces armées nigériennes, ainsi que du matériel (18 véhicules et 28 vedettes) offert par l'Allemagne aux forces spéciales amphibies nigériennes "destinées à combattre les terroristes sur tous les cours d'eau".

Par la voix de son ministre de la Défense nationale, l'Allemagne s'est aussi engagé "à soutenir le Niger dans le projet de construction de son premier hôpital militaire de référence".

La République fédérale d'Allemagne appuie déjà le Niger dans la lutte contre le terrorisme, à travers des aides matérielles et des formations aux forces de défense et sécurité.

On peut citer ,entre autres, la création d'un Centre d'entraînement des forces spéciales anti-terroristes basé à Tillia (nord-ouest) près de la frontière malienne et l'équipement de l'Ecole de formation des officiers d'active.

Le Niger fait face depuis 2015 aux attaques terroristes dans plusieurs de ses régions en particulier celles frontalières avec le Nigéria, le Mali et le Burkina Faso.

Source : AA

Expulsion de l'ambassadeur allemand par le Tchad : Pourquoi les dirigeants africains s'affirment-ils davantage ?

L'expulsion récente de l'ambassadeur allemand au Tchad, jan Christian Gordon kicker, pour "attitude discourtoise", a mis en lumière l'affirmation croissante des pays africains dans leurs relations avec l'occident et les États-Unis.

Le diplomate a été prié de quitter le pays après avoir critiqué le retard pris dans l'organisation des élections depuis qu'un tribunal a décidé que le président la transition Mahamat Idriss Deby pourrait se présenter en 2024, a déclaré l'agence de presse Reuters citant des sources gouvernementales.

En représailles, le gouvernement allemand a également demandé à l'ambassadeur du Tchad en Allemagne, Mariam Ali Moussa, de quitter le pays.

Cela s'est produit quelques mois après que le gouvernement malien a expulsé l'ambassadeur de France pour des commentaires « hostiles et scandaleux » du ministre français des affaires européennes et étrangères, Jean-Yves Le Drian, sur son pays.

L'ambassadeur a été prié de partir dans un contexte d'influence russe croissante dans le pays, alors que certaines puissances occidentales avaient déclaré que des paramilitaires russes travaillant pour le groupe Wagner avaient été déployés au Mali.

Après l'expulsion de l'ambassadeur de France, les Maliens sont descendus dans les rues de Bamako, la capitale du pays, pour célébrer l'expulsion du diplomate en brandissant des drapeaux russes et en brûlant des effigies du président français, Emmanuel Macron.

À peu près au même moment, le gouvernement militaire du Burkina Faso a demandé que l'ambassadeur français soit rappelé à Paris.

Bamako a également demandé aux militaires français qui se trouvaient dans le pays pour combattre les groupes affiliés à l'Etat islamique et Al-Qaida de quitter le pays à la suite des protestations des Burkinabés demandant le départ des troupes françaises.

L'année dernière, le Mali voisin avait lui aussi demandé à la France de se retirer de son sol.

Un autre pays d'Afrique de l'Ouest, le Nigeria, a conseillé aux Nigérians qui se rendent au Royaume-Uni et aux États-Unis de faire attention aux risques de se faire voler leur passeport, leur argent et leurs objets de valeur.

« Les victimes les plus récentes de ce phénomène sont les voyageurs se rendant au Royaume-Uni, dont la plupart ont été dépossédés de leurs biens dans des boutiques huppées, en particulier dans la rue principale d'Oxford », a déclaré le ministre nigérian de l'information, Lai Mohammed, à la presse à Abuja.

Source : https://afriquemedia.tv

Direction technique de la FEMAFOOT : Qui va succéder à Mohammed Magassouba ?

Dans le cadre du recrutement d'un Directeur Technique National, le Comité Exécutif de la Fédération Malienne de Football annonce le lancement d'un appel à candidature pour le poste à pouvoir.

La Fédération malienne de football (FEMAFOOT) a nommé comme directeur technique nationale (DTN) par intérim, l'ancien entraîneur du Stade malien, du CSK, de l'USC Kita ou encore de Binga FC Ousmane GUINDO.
Assistant DTN depuis 2009, Ousmane est un Diplômé de la Faculté des sciences du sport de l'Université de Leipzig (spécialité football), également instructeur CAF en licence A et instructeur FIFA.
Avec pour missions la mise en place de la politique de développement de la fédération, la détection et la promotion de talents au niveau du football de base et la formation des entraîneurs » Ousmane GUINDO s'est battu à la tête de la direction technique de la FEMAFOOT de sa nomination à nos jours.

La fédération, à travers son secrétaire général, manifeste dans ses vidéos une grande satisfaction de son bilan.
Il a lancé des formations qui ont été bénéfiques à plus de 200 Entraîneurs, qui étaient en manque de formations depuis 2014.
Plusieurs personnes sont parvenues à obtenir leurs diplômes qu'ils attendaient depuis 2009.
Sous les instructions du président il a fait beaucoup de choses, dixit le secrétaire général de la femafoot.
Cependant cette période d'intérim touche à sa fin. Ce Mardi 12 avril 2023 la femafoot a lancé un appel à candidature pour le poste de Directeur thecnique de la femafoot.
Le référentiel métier pour le poste, et ses différentes exigences sont les mêmes que Pour la CAF.
<<Nous attendons de la personne qui occupera ce poste :
Une grosse connaissance du foot et de sa pratique.
Une grande capacité de manager les hommes.
Des compétences pour mener à bien les projets de la FIFA et du caf.
Des compétences pour proposer et bien gérer des projets bénéfiques à la fédération.
Un sens élevé de leadership pour être une référence pour les membres de sa direction.
Il faut dire qu'un DTN n'est pas n'importe qui pour ainsi dire. Il s'agit d'une personne qui va diriger une direction avec plusieurs entités, comme la sous direction de la formation, la sous direction du football féminin, la sous direction du sport de haut niveau et de base etc.
Ce sont des structures que le comité souhaite beaucoup redynamiser à l'instar de celles des pays plus développés, a poursuivi Mr IBRAHIM TRAORE
A noter que cet appel à candidature sera ouvert à tous les techniciens nationaux maliens ou étrangers dont les qualifications et compétences sont avérées pour l'accomplissement de la Mission.

Bélier (21 mars - 19 avril)

Du côté de vos activités, tout devrait bien se dérouler, en dépit de quelques moments de tensions pendant lesquels vous n'hésiterez pas à exprimer ouvertement votre dépit. Ce sera dommage, car on interprétera votre attitude comme un manque de motivation.
Vous aurez des adaptations budgétaires à prévoir, car votre secteur financier se retrouvera en zone instable. Difficultés à régler échéance, erreur de gestion ou débordements, vous devrez rester prudent et veiller sérieusement à votre gestion.

Taureau (20 avril- 19 mai)

L'aspect entre la Lune et Uranus est excellent pour les démarches en vue d'un nouveau job. Si vous cherchez du travail ou si vous souhaitez changer de poste, comptez sur les astres pour doper votre créativité. Vous saurez marquer des points par une originale inventivité.
Vous devrez restreindre les dépenses de loisir si vous voulez pouvoir mettre de côté quelques euros en vue d'un projet à venir. Vous avez tendance à vous faire plaisir quand ça vous chante, mais entre vous faire des cadeaux et économiser, il faudra que vous choisissiez.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous êtes très insatisfait de la situation professionnelle actuelle. Elle vous donne l'impression d'être la dernière roue du carrosse. Vous pouvez éprouver de la frustration et un sentiment d'ingratitude. Un changement de travail est la voie du salut.
Des efforts sont encore à faire, car le budget reste insuffisant. Vous devez calculer au plus près les frais liés à votre train de vie et votre trésorerie dédiée aux loisirs. Du bon sens et un peu de frustration pourraient vous aider à passer ce cap financier.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ferez un sacré bond en avant et vous aurez de vraies chances de progresser et de renforcer votre efficacité professionnelle. À la recherche d'un emploi, exprimez des propositions, faites jouer vos réseaux, vous obtiendrez des retours intéressants.
Vous devrez suivre les contraintes de Mercure et pas question de dépenser sans compter. Elle sera douée pour accélérer vos rentrées d'argent, vous indiquer de bonnes affaires ou vous montrer comment mieux vivre avec les moyens dont vous disposerez.

Lion (22 juillet - 23 août)

Un supérieur hiérarchique vous fait confiance et vous donne l'occasion de saisir une opportunité. Cette nouvelle peut vous déstabiliser aussi, car vous n'êtes pas tout à fait prêt. Faites-vous confiance tout en réfléchissant vite face à ce choix inédit.
Ce n'est pas l'ambiance des économies, mais avec du bon sens vous pourriez freiner votre dilapidation du salaire. Ce dernier part aussitôt qu'il entre dans différentes destinations et spécialement dans les loisirs. Des joies actuelles peuvent causer des frais.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Ne vous énervez pas si des réponses tardent à arriver. Vérifiez que les mails sont bien envoyés et pas coincés dans les brouillons par exemple. Mercure perturbe les échanges et ralentit le tempo. Ne le laissez pas oeuvrer et redoublez de vigilance.
Ce domaine va vous obliger à la patience. Vous attendez un remboursement depuis un moment déjà et malgré les relances, vous devrez patienter encore un peu. Certes, vous avez besoin de cet argent, mais vous énerver ne fera pas avancer les choses plus vite.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

La carrière professionnelle apporte des désagréments et vous devez vous montrer très patient. Votre évolution dépend d'un concours de circonstances. La vie vous propose de remplacer une personne qui part du service. Cet imprévu tombe à point nommé.
Les jours se suivent et se ressemblent. Des frais importants concernent des factures et des paiements obligatoires. Vous devez garder une trésorerie pour les règlements utiles et peu investir peu dans les loisirs et la frustration semble inévitable.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue vous mènera la vie dure. Il guettera un faux pas dans l'espoir de prendre votre place. Accrochages verbaux, malentendus ou absence totale de communication compliqueront sérieusement les choses, mais vous ne baisserez certainement pas les bras.
Cette proposition ne vous dira rien qui vaille. Vous serez surtout frileux à l'idée d'investir ou d'acheter quelque chose, car vous aurez besoin de grossir votre bas de laine pour vous sentir bien. Louper une opportunité ne vous viendra pas à l'esprit.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des changements importants risquent de vous placer dans une situation inconfortable. Uranus bouscule les habitudes. L'organisation établie n'a plus lieu d'être. On vous demande de vous adapter. Ça coince ! Mars et Mercure en carré à Uranus vous rendent mordant...
Saturne et Neptune vous aident à faire fructifier vos affaires ou vos revenus ou encore de choisir le bon placement. Vous aurez du flair ! Résistez à la poussée dépensière que risque de vous envoyer Jupiter et tout ira bien !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

C'est dans votre coin, loin du bruit et de l'agitation que vous pourrez vous concentrer pour avancer avec efficacité sur ce que vous avez à faire. Si vous travaillez de chez vous, isolez-vous par exemple en installant un coin bureau dans votre chambre.
Côté financier le climat s'annonce agréable. Vous n'êtes pas à l'abri d'une bonne surprise aujourd'hui. Ça pourra être le fait de profiter d'une grosse ristourne sur un achat impératif ou de voir une somme arriver sur votre compte. En tout cas, ça permettra de garder votre budget à flot.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Des contacts avec vos collaborateurs sont en train de se transformer. Un appui d'un collègue a la possibilité de vous ouvrir des portes. Un choix crucial est en cours. N'écoutez pas la peur de l'échec, car elle pourrait empêcher une bonne coopération.
Des efforts sont à faire pour ne pas céder aux achats. Ces derniers peuvent impliquer la décoration de la maison ou bien de changer de tenue vestimentaire. Uranus en Taureau vous entraine vers des dépenses très imprévisibles ou liées aux technologies.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vos rendez-vous et les dossiers vont s'enchaîner à flux tendu. Des tensions relationnelles, des critiques ou des polémiques pourraient bien vous compliquer la tâche. Dans votre intérêt, essayez de ne pas surenchérir et préférez une attitude abordable.
Un peu de prudence sera la bienvenue, car si la chance sera sur votre chemin, une certaine insouciance pourrait occulter des réalités importantes. Ainsi prévenu, vous aurez la possibilité de réagir à temps, surtout si vous avez fait de mauvais choix.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com